

Faits marquants

- **Province du Nord Kivu (Kanyabayonga, Kayna et Kirumba) : Pillages et Exactions:** Après les pillages de Goma, de nouveaux pillages à grande échelle ont été perpétrés par les militaires FARDC dans la nuit du 10 au 11 novembre à Kanyabayonga, Kirumba et Kayna. Des éléments de PARECO venus de Kamandji sont intervenus à Kirumba pour mettre fin au pillage.
- **Nord Kivu Rutshuru, Goma, Walikale et Minova: L'intensification du choléra :** le nombre de cas double à Minova, 108 cas au cours de la semaine 44 contre seulement 62 la semaine précédente.
- **Katanga : Le staff International de certaines nationalités des ONGs Humanitaires Interpellés par la DGM et l'ANR :** Le Staff international, de nationalité Rwandaise, Burundaise et Ougandaise, des ONGs humanitaires oeuvrant ou en mission dans le Katanga sont de plus en plus interpellés par les services de la DGM et de l'ANR à leur arrivée à l'aéroport de Lubumbashi alors qu'ils disposent de visas conformes aux dispositions régissant l'entrée et le séjour des étrangers en RDC. Dernier incident en date, deux évaluateurs, de nationalité ougandaise, en mission pour le compte de l'ONG GOAL ont été interpellés dans la journée du Jeudi 06 novembre, libérée et expulsée le 10 novembre.

NORD KIVU

Mouvements de populations

La situation humanitaire demeure très préoccupante au Nord Kivu. Elle est par ailleurs inégale, selon que les personnes vulnérables sont ou non accessibles. Le nombre de déplacés n'a cessé d'augmenter depuis le 28 août dernier, en même temps que les sites qu'ils occupent : terrains vagues, écoles ou lieux de cultes.

Les pillages ont provoqué des déplacements de la population dans plusieurs localités. Cependant on assiste un timide retour. Le nombre de personnes estimées nouvellement déplacées depuis le 28 août reste de 252.000 personnes.

- **Rutshuru:** Arrivée de 3.881 ménages à Kisharu en provenance de Rutshuru, Kiwandja, Rugari. Ils sont en familles d'accueil, écoles, églises et hangars du marché.

Accès et espace humanitaire

- **Sud de Lubero :** Le samedi 08 novembre, les organisations humanitaires présentes au sud de Lubero ont quitté de manière préventive et temporaire la zone en raison de la très forte militarisation, des nombreux pillages et des menaces et se sont repliés sur Béni, Butembo et Lubero.

Protection

- **Kibati:** Le site de déplacés de Kibati préoccupe les humanitaires : il est situé sur la ligne de front et il est également occupé par de nombreux militaires FARDC dans le besoin. Le CPIA recommande le transfert des déplacés vers un autre site. Le camp de Mugungu III doit être préparé de toute urgence à cette fin. Etant donné les conditions physiques du site, il faudrait des engins lourds pour l'aménagement et l'ouverture de l'accès et des voies intérieures. La Monuc a été contacté pour les engins lourds.

Nutrition

- **Kayna:** Le CNT supervisé par LWF à Kayna n'a pas été pillé lors de la razzia des FARDC dans la nuit du 10 novembre. LWF signale toutefois que le stock de vivres est complètement épuisé alors que des enfants malades se trouvent encore sur place et que d'autres continuent d'arriver.

Santé

- **Choléra :** 7 cas à Goma, 9 à Rutshuru et 12 à Walikale. Une équipe composée du ministre provincial de la Santé, du Médecin Inspecteur Provincial de la Santé, du Médecin Epidémiologiste de l'IPS, de l'OMS et de World Vision séjourne depuis le lundi 10 novembre afin d'apporter une réponse rapide à l'épidémie.
- L'Unicef et ses partenaires s'emploient à contrôler la propagation du choléra dans les zones inaccessibles (Kibati, Mugungu, etc.) avec l'acheminement chaque jour des camions chargés d'eau potable (5 litres/personnes/jour), des postes de purification d'eau, des centaines de latrines supplémentaires, l'amélioration de l'hygiène, des solutions de réhydratation orale en faveur des malades dans trois centres de traitement de choléra à Goma et aux alentours de la ville.

Logistique

- Il est nécessaire de réhabiliter la route qui mène sur le site de Kibati 2 afin de faciliter l'accès des véhicules des partenaires humanitaires

SUD-KIVU

Mouvement des populations

- **Minova :** Sur l'axe Numbi – Ngungu et dans le village de Rwangara (30km de Minova), suite aux affrontements du 9 novembre 08 entre les éléments du CNDP et du PARECO/FDLR. On assiste à un mouvement de population dont les chiffres ne sont pas encore connus.
- **Minova :** Le total de déplacés à Minova, pourrait se situer entre 15 et 16.000 ménages répartis sur différents sites de la région. Pour rappel, il n'y a pas eu d'enregistrement depuis plusieurs mois alors que les déplacés continuent d'affluer. L'enregistrement de IRC/RRM, World Vision et CICR débutera la semaine prochaine.

- **Minova** : Les autorités provinciales du Sud-Kivu promettent de trouver un autre terrain pour abriter les 1.600 ménages déplacés se trouvant actuellement sur le site de la plantation de Mubimbi (propriété privée). Ces déplacés proviennent de Buganga, Kitalaga et familles d'accueil.
- **Shabunda** Les localités sur l'axe Lugungu- Katchungu- Byangama, où des mouvements de retour sont observés (15.014 ménages retournés récents), n'ont pas toujours bénéficié d'assistance dans cette zone détruite par les affres de la guerre

Education

- **Minova** Les écoles primaires de Kalungu et Kabishamage, ainsi que l'Eglise CBCA, sont occupées par des militaires de la 14^e BI et cela empêche le retour des élèves en classe.

Sécurité alimentaire

- **Kabare et Shabunda** : besoin en semence à Kabare et à Lugungu, Katchungu et Byangama
- **Baraka/Fizi** : Les partenaires locaux de la FAO réclament des semences vivrières pour la saison culturale A 2009 en cours. Les outils aratoires ont été distribués aux bénéficiaires, des champs ont été labourés, mais les semences manquent.

Santé

- **Shabunda** : Il y a peu de couverture vaccinale des femmes enceintes contre le tétanos, aucun monitoring et aucune prise en charge des cas de violences sexuelles
- Aucun centre de dépistage volontaire dans cette zone minière
- **Choléra à Baraka et Kazimia** : Persistance du choléra à Baraka où l'ONGI MSF/H a enregistré 55 nouveau cas au CTC de Baraka en semaine 45 contre 29 cas en semaine 44. 32 cas proviennent de Katanga, village proche de Baraka et 23 cas de Baraka centre et quartiers périphériques. 37 cas ont été enregistrés au centr hospitalier de Kazimia du 25 octobre au 1^{er} novembre.
- **Minova** : Le choléra est constante progression à Minova, 108 cas au cours de la semaine 44 contre 62 enregistrés à la semaine 43,

Logistique

- **3 ponts en état de délabrement avancé sur la route Uvira-Fizi** : il s'agit des pont Mukolwe et Civovo et du pont situé à l'entrée de Baraka, dans le village de Kalunja. Les ONG locales qui avaient soumis des projets au Pooled Fund n'ont pas été élues. L'accès est difficile pour l'acheminement de l'assistance humanitaire

PROVINCE ORIENTALE

Mouvements de populations

- **Territoire d'Irumu** : Poursuite des missions d'évaluation des nouveaux déplacés. 2.800 familles déplacées ont été identifiées à Soke et environs et 3.500 familles déplacées à Songolo.
- **Dungu** : Les habitants de la ville de Dungu amorcent progressivement leur retour dans les quartiers.

Plaidoyer

- **Dungu** : Le CPIA/Bunia sollicite le renforcement des capacités de la MONUC à Dungu afin de protéger la population de la ville ainsi que les humanitaires et permettre également d'escorter des convois d'assistance humanitaire.

Protection

- **Dungu** : Depuis le 1^{er} novembre, il a été rapporté au moins trois groupes de personnes enlevées par la LRA
 - Un premier groupe de rebelles, dont on ne connaît pas le nombre, a enlevé le 1^{er} novembre à Dungu une cinquantaine de personnes, dont au moins trente enfants pour la plupart des filles et une dizaine des femmes
 - Un deuxième groupe de 36 rebelles LRA a enlevé à Dungu plus de 90 personnes : 39 adultes (1 tué, 2 évadés et 36 libérés le 05/11 et plus de 50 enfants (majoritairement des filles) non encore libérés.
 - Un troisième groupe de 27 rebelles LRA a enlevé 36 personnes le 03/11 à 18 km E de Dungu sur la route de Faradje dont 13 avaient été libérées le lendemain et les autres l'ont été le 13/11.
- Tous les enfants enlevés sont toujours détenus à ce jour par la LRA.

Santé

- **Bunia** : L'hôpital général de référence de Bunia sera sous peu à court d'ARV pour la prise en charge des PVV, selon la Task Force VIH/SIDA qui s'est réunie le 10 novembre. A cet effet, il a été demandé à Oxfam-Québec de voir la possibilité de répondre aux besoins urgents d'ARV. En outre, il a été recommandé la mise sur pied d'une commission pour l'élaboration d'un plan général de lutte contre le VIH/SIDA à proposer aux bailleurs de fonds.
- **ARU** : Méningite : la méningite dans le District d'Aru est devenue endémique avec une quinzaine de cas chaque semaine. Lors de la semaine 44, il a été notifié 20 cas dont 1 décès.
 - Peste : elle continue dans le District d'Aru avec 21 cas et 2 décès ;
 - Rougeole : malgré l'accélération vaccinale, la rougeole a été rapportée dans le DS d'Aru avec 33 cas dont 2 décès ;

Coordination

- **Acheminement d'assistance humanitaire à Dungu** : Tous les paramètres ont changé concernant l'effectif du nombre de personnes qu'on devra assister d'urgence car avant l'attaque sur la ville de Dungu, les humanitaires avaient tablé que sur un effectif de 6000 personnes déplacées à assister par une opération Airlift. Ainsi, l'acheminement de l'assistance humanitaire à Dungu devient de plus en plus complexe. Les membres du CPIA espèrent avoir au courant de cette semaine une vision beaucoup plus claire des propositions opérationnelles à faire en espérant le concours de la MONUC pour des escortes afin d'acheminer de l'assistance par route (le pont aérien coûtant très cher).

KATANGA

Mission inter agences

La deuxième mission inter agences d'évaluation multisectorielle sur l'axe Lac s'est déroulée du 26 au 31 octobre 2008. Elle a pu visiter le groupement Moliro, mais partiellement le groupement Kapampa. Il ressort les principales conclusions suivantes : Difficile accès des localités se trouvant le long du lac ; Manque d'infrastructures sanitaires et scolaires dans l'ensemble des deux groupements visités ; Manque d'outils et d'intrants agricoles et de pêche pour les paysans ; Des cas d'extorsion de biens et d'expropriation de terrains par les FARDC ; Les conséquences de la guerre ont engendré une pauvreté accrue des ménages ; Décimation du cheptel suite aux guerres consécutives ; Une insécurité alimentaire de plus en plus inquiétante (faute d'intrants agricoles et pauvreté du sol)

Protection

Depuis un certain temps, on constate que le staff international de certaines nationalités des ONGs humanitaires oeuvrant ou en mission dans le Katanga sont de plus en plus interpellés par les services de la DGM et de l'ANR à leur arrivée à l'aéroport de Lubumbashi alors qu'ils disposent de visas conformes aux dispositions régissant l'entrée et le séjour des étrangers en RDC. Il en est de même des réfugiés qui sont arrêtés du simple fait de leur morphologie.

Au regard de cette situation, dans la province du Katanga le CPIA fait les recommandations suivantes :

- Adresser un MEMO au Coordonnateur Humanitaire pour le tenir informé de la situation,
- Que les acteurs humanitaires suspendent l'arrivée de certains staffs pour des missions non essentielles et qui pourraient souffrir de la situation actuelle.
- Que pour les missions jugées essentielles, les concernés transitent par Kinshasa avant d'arriver au Katanga pour éviter les suspicions au niveau de Lubumbashi et que leur arrivée soit communiquée à l'avance aux autorités compétentes,
- Que les acteurs humanitaires affichent un profil bas, évitent de se mêler des discussions politiques, évitent les sorties nocturnes au-delà de certaines heures tardives, évitent les attroupements.
- Que le Gouverneur soit saisi de la question pour rappeler les principes d'indépendance, de neutralité, d'impartialité, d'apolitisme de l'action humanitaire et de fait, au risque de constituer une contrainte à la mise en œuvre de l'action humanitaire, un acteur humanitaire ne devrait pas être inquiété du simple fait de sa nationalité, de son origine ethnique ou de sa religion tant qu'il est en règle vis-à-vis des lois et des règlements dans le Pays.